

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
CS 52 002
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 17/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VIRBAC NUTRITION

252, rue Philippe Lamour
ZI du Mas Barbet
30 600 VAUVERT

Références : SC/2025-03-149
Code AIOT : 0006604697

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement VIRBAC NUTRITION implanté 252, rue Philippe Lamour, ZI du Mas Barbet, 30 600 VAUVERT. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans. La précédente inspection a été effectuée le 24 mai 2022.

La visite d'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE », notamment en ce qui concerne la prévention des pollutions des eaux et la prévention des risques incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIRBAC NUTRITION
- 252, rue Philippe Lamour, ZI du Mas Barbet, 30 600 VAUVERT
- Code AIOT dans GUN : 0006604697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : oui

La société VIRBAC exploite une usine de fabrication d'aliments secs pour animaux de compagnie sur la commune de Vauvert. Les activités exercées sur le site sont exclusivement le dosage et le mélange de matières premières liquides et solides d'origines animale et végétale, ainsi que le conditionnement des produits formulés. Deux gammes de produits sont fabriqués sur le site de Vauvert, une gamme Physio et une gamme Diet. La production de 2024 s'est élevée à 17 500 tonnes et celle de 2025 est estimée à 18 250 tonnes.

Le fonctionnement des installations est réglementé par l'arrêté préfectoral n°15-134N du 5 octobre 2015 et complété par l'arrêté préfectoral n°19-041N du 8 avril 2019 mettant à jour le classement des installations au regard de la nomenclature des ICPE.

Par ailleurs, les activités exercées par la société VIRBAC sur son site relèvent de la rubrique « IED » 3642 (Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux). À ce titre, les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710, s'appliquent.

Thèmes de l'inspection :

- Prévention de la pollution des eaux
- Prévention des risques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :

- soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Eaux résiduaires	Arrêté préfectoral du 05/10/2015, article 3.4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Maintenance des installations de pré-traitement des eaux résiduaires	Arrêté préfectoral du 05/10/2015, articles 3.5 et 3.9.3	Demande de justificatifs à l'exploitant	2 mois
4	Contrôle des rejets	Arrêté préfectoral du 05/10/2015, article 3.8.5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté préfectoral du 05/10/2015, article 3.10	Demande d'action corrective	2 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie Extincteurs et RIA	Arrêté préfectoral du 05/10/2015, articles 7.11.2 et 7.12	Demande de justificatifs à l'exploitant	2 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie Poteaux incendie	Arrêté préfectoral du 05/10/2015, articles 7.11.2 et 7.12	Demande de justificatifs à l'exploitant	2 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie Rideaux d'eau	Arrêté préfectoral du 05/10/2015, articles 7.4.2 et 7.4.3.1	Demande de justificatifs à l'exploitant	2 mois
9	Plan d'urgence interne	Arrêté préfectoral du 05/10/2015, article 7.11.4	Demande d'action corrective	2 mois
10	Exercice de défense incendie	Arrêté préfectoral du 05/10/2015, articles 7.11.2 et 7.11.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consommation d'eau	Arrêté préfectoral du 05/10/2015, article 36.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a permis de vérifier si les dispositions portant sur les rejets aqueux ainsi que sur la prévention des risques incendie, sont respectées.

L'exploitant devra mettre en œuvre des actions correctives sur les points détaillés dans les fiches de constats ci-après, portant sur la qualité des eaux résiduaires, le bon entretien du bassin de rétention, la complétude du plan d'urgence interne et enfin la réalisation d'un exercice de défense incendie qui semble n'avoir pas été réalisé depuis plusieurs années.

Par ailleurs, des justifications sont attendues sur le volet « documents à tenir à la disposition de l'inspection ». À cet effet, l'inspection rappelle à l'exploitant que toutes vérifications réglementaires et interventions extérieures sur les installations du site, doivent faire l'objet de manière générale, de documents justifiant des contrôles effectués dans lesquels doivent figurer l'ensemble des informations indispensables pour s'assurer du bon état et du bon fonctionnement des installations vérifiées. Ces documents doivent systématiquement être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 05/10/2015 – Article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les besoins en eau potable de l'établissement sont satisfaits à partir de prélèvements effectués sur le réseau d'alimentation en eau potable de la commune de Vauvert. La quantité d'eau prélevée, sur le réseau communal, en fonctionnement normal de l'usine, est d'environ 1 000 m ³ /an. L'exploitant doit rechercher, par tous les moyens possibles, à limiter sa consommation d'eau, au strict nécessaire, pour le bon fonctionnement de ses installations.
Constats : L'approvisionnement en eau de l'établissement est assuré par le réseau public d'alimentation en eau potable de la commune de Vauvert. Les besoins en eau du site sont essentiellement liés aux sanitaires et au nettoyage des équipements des lignes de production (bennes peseuses, mélangeur de poudres et graisses, filtres à graisse). La consommation d'eau de l'établissement est suivie au moyen de 4 compteurs relevés tous les mois : 1 compteur principal qui permet de comptabiliser la consommation d'eau de l'usine et les 3 autres compteurs servent pour mesurer les prélèvements d'eau nécessaires aux essais incendie (RIA, rideaux d'eau et poteau incendie). Des mesures de réduction d'eau ont été mises en place comme l'arrêt du nettoyage à l'eau de certaines zones, l'amélioration du nettoyage du mélangeur pour limiter les relances de cycles et espacer les nettoyages. La consommation d'eau annuelle a ainsi baissé en passant de 1 098 m ³ en

2023 à 622 m³ en 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 05/10/2015 – Article 3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

Les eaux issues du lavage de l'aire de dépotage des graisses sont dirigées vers une cuve enterrée de 6 m³, puis évacuées vers une installation d'élimination dûment autorisée.

Toutes les autres eaux résiduaires sont dirigées vers le réseau d'assainissement communal de la zone industrielle qui rejoint la station d'épuration de la ville de Vauvert.

Les eaux résiduaires en provenance de l'aire de lavage transitent préalablement par un débourbeur-dégraisseur et les condensats du compresseur d'air comprimé, par un séparateur d'hydrocarbures.

Le volume d'eaux résiduaires autres que domestiques ne dépasse pas 4 m³/j.

Constats :

Les eaux résiduaires, autres que domestiques, ont actuellement pour origine le lavage des petits équipements dans les deux machines à laver, le nettoyage en place dans l'atelier de production, les condensats du compresseur d'air et les eaux de lavage des filtres à graisses des 3 cuves extérieures de stockage.

Toutes les eaux usées (domestiques et celles citées supra) sont dirigées vers le réseau d'assainissement communal, puis la station d'épuration de Vauvert. La société VIRBAC a été autorisée à déverser ses eaux usées autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement de la commune de Vauvert, par arrêté municipal n°2015/01/62 daté du 26 janvier 2015. Cette autorisation avait été accordée jusqu'au 31 mars 2022. L'exploitant devra se rapprocher de la commune de Vauvert afin d'obtenir le renouvellement de son autorisation, comme le prévoit l'article 7 de l'arrêté du 26 janvier 2015 susvisé.

L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs des démarches engagées auprès de la commune de Vauvert ainsi que l'autorisation de déversement une fois signée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N°3 : Maintenance des installations de pré-traitement des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 05/10/2015 – Articles 3.5 et 3.9.3

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des dispositifs de traitement

Prescription contrôlée :

Le séparateur d'hydrocarbures et le bac de dégraissage sont nettoyés par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an.

Ce nettoyage consiste en la vidange des graisses, des hydrocarbures et des boues. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage des installations sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

La cuve enterrée de stockage des effluents issus du lavage de l'aire de dépotage des graisses, est

munie de dispositifs d'obturation étanches de manière à prévenir tout débordement de la cuve. Les effluents recueillis sont éliminés à l'extérieur du site dans une installation d'élimination dûment autorisée. La traçabilité des opérations d'élimination de ces effluents doit respecter les dispositions de l'article 5.4 ci-après.

Constats :

Les eaux issues de l'aire de lavage implantée en partie sud du site, passent par un bac décanteur de 1 m³. Cette aire est désormais destinée au lavage des 3 filtres à graisses des 3 cuves extérieures de stockage des graisses liquides. Selon l'exploitant, ces opérations de nettoyage sont effectuées une dizaine de fois par an. Ni le volume d'eau nécessaire aux lavages des filtres, ni celui rejeté au réseau d'eaux usées, ne sont comptabilisés, du fait que cela ne concerne qu'une faible quantité d'eau prélevée et rejetée.

L'aire de dépotage des graisses est reliée à une cuve enterrée scindée en deux d'une capacité totale de 6 m³. Cette cuve ne communique avec aucun réseau d'eau du site. Elle permet de récupérer éventuellement les eaux de lavage de l'aire, mais surtout les eaux de lavage des IBC ayant contenu de la graisse et du mélangeur de la ligne de fabrication, l'exploitant ne souhaitant pas rejeter ces effluents graisseux dans le réseau d'eaux usées.

Le bac décanteur et la cuve enterrée font l'objet d'une vérification visuelle régulière par le service de maintenance afin de décider si une vidange des deux dispositifs est nécessaire. Dans tous les cas, un nettoyage semestriel des deux bacs, associé le cas échéant au curage des regards, des réseaux ou des canalisations en amont, est effectué par la SAUR (vu les factures et certains bons d'intervention de 2002 à 2025). Les bons d'intervention remplis par le prestataire et consultés par l'inspection, n'indiquent pas systématiquement la quantité de déchets produits et la destination finale (station d'épuration de Nîmes).

Les condensats issus des compresseurs transitent par un séparateur à hydrocarbures placé en sortie des compresseurs. L'huile est récupérée dans un récipient et les condensats pré-traités sont envoyés au réseau d'eaux usées du site. L'exploitant n'a pas pu justifier le jour de la visite, du bon nettoyage du séparateur à hydrocarbures au moins une fois par an. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le 7 mars 2025, l'attestation de traitement des huiles récupérées le 23 janvier 2025 par la société FAURE pour une quantité de 1,35 tonnes. Toutefois, ce document ne permet pas de prouver si les huiles collectées par Faure proviennent, et de la vidange du récipient, et du nettoyage du séparateur à hydrocarbures.

L'exploitant devra se rapprocher de son prestataire pour que les éléments justifiant du bon nettoyage du séparateur à hydrocarbures lors de l'intervention annuelle du prestataire, figurent sur un document à transmettre à la disposition de l'inspection.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit disposer de tous les documents prouvant de la prise en charge et de l'élimination ou la valorisation de ces déchets de graisses et d'huiles et s'assurer de leur complétude en termes d'informations nécessaires au suivi des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N°4 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 05/10/2015 – Article 3.8.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets des eaux résiduaires
Prescription contrôlée : Les mesures en concentration, aux points de rejets Re1 et Re2 doivent être effectuées sur des échantillons prélevés sur 24 heures proportionnellement au débit, selon une périodicité bisannuelle (tous les 2 ans). Les échantillons doivent être conservés dans des conditions conformes aux règles de la norme NFT 90 513. Les paramètres à contrôler sont : volume, pH, DBO ₅ , DCO, NTK, MES, Pt, MEC ou SEH, fluranthène et Tributylétain cation.
Constats : Un contrôle des rejets d'eaux au point de rejet Re2 a été effectué sur 24 h du 7 novembre 2024 au 8 novembre 2024 par l'organisme CERECO. L'exploitant a précisé que les analyses ont été réalisées en fin de semaine, car les opérations de nettoyage des équipements des lignes de fabrication et de conditionnement se déroulent le vendredi matin, permettant ainsi d'avoir des échantillons représentatifs en termes d'eaux résiduaires. À noter que les eaux rejetées au point de rejet Re1 sont constituées uniquement d'eaux domestiques et exceptionnellement d'eaux de lavage de filtres à graisse qui transitent par un bac décanteur avant rejet. Le point de rejet Re1 n'a donc pas fait l'objet d'analyses en novembre 2024 étant donné l'absence de rejet en continu. Les résultats des flux calculés (en fonction du débit journalier = 0,86 m ³ /j et des concentrations mesurées), respectent pour tous les paramètres les valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2015. S'agissant des concentrations des paramètres MES, DCO, DBO ₅ , azote et phosphore, les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation. À la lecture du rapport, il apparaît toutefois que les graisses n'ont pas été mesurées. L'exploitant devra faire procéder à une analyse du paramètre MEC ou SEH dans les conditions d'échantillonnage telles que prévues par l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2015.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N°5 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 05/10/2015 – Article 3.10
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de rétention
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre de l'entrepôt de stockage de produits finis, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. La capacité totale de rétention du site sera à minima de 415 m ³ , constituée par un bassin étanche de 365 m ³ et le décaissé du quai d'expédition (enrobés routiers). Pour les zones de conditionnement et de stockage des matières premières, le confinement des eaux d'extinction est partiel du fait de la configuration de l'usine.

Constats :

Lors de la visite terrain, il est constaté la présence de végétation au fond du bassin de rétention poussant dans l'eau stagnante. Le géotextile en place permettant l'étanchéité du bassin apparaît en bon état et ne présente pas de fissure en partie haute.

L'exploitant devra néanmoins s'assurer que la végétation observée dans le bassin n'est pas à l'origine d'une détérioration du géotextile en partie basse.

Il est rappelé à l'exploitant que le bassin doit être régulièrement débarrassé des eaux météorites afin que sa capacité de confinement reste optimale.

L'ensemble des opérations de vérification du bon état et de vidange du bassin rétention devra être tracé dans un registre de suivi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N°6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 05/10/2015 – Articles 7.11.2 et 7.12.

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des extincteurs et RIA

Prescription contrôlée

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après :

- un système de détection automatique d'incendie couvrant l'ensemble des activités de production et de stockage du site, avec transmission de l'alarme au personnel d'exploitation ou à défaut à une société de télésurveillance. Le type de détecteur est déterminé en fonction de la nature des installations à protéger ;
- des robinets d'incendie armés (RIA) disposés dans les entrepôts de stockage et dans les ateliers de fabrication. Ils sont situés à proximité des issues, de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, bien visibles et facilement accessibles, à raison d'un appareil pour 200 m². Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des extincteurs à CO² pour la protection des installations électriques ;
- des poteaux d'incendie normalisés NFS 61-213, d'un type incongelable, d'un débit unitaire minimum de 60 m³/h, permettant un débit simultané d'au moins 190 m³/h.

De plus les poteaux sont implantés de telle sorte que tout point de la limite de chaque entrepôt se trouve à moins de 100 m d'un appareil, les autres poteaux sont situés à moins de 200 m de l'établissement.

Le bon fonctionnement et le débit de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

Le réseau comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur

un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Le site est couvert par une installation de détection automatique d'incendie vérifiée tous les ans par la société GB Concept. Ce contrôle donne lieu à un rapport de visite d'entretien complet, le rapport de la dernière intervention de février 2024 ayant été consulté.

Les RIA et les extincteurs sont vérifiés tous les ans par la société DOUMERGUE INCENDIE.

Les extincteurs et des RIA ont été vérifiés le 27 novembre 2024 selon le registre de sécurité signé par l'entreprise extérieure. Toutefois, les rapports de contrôle n'étaient pas disponibles le jour de l'inspection de 2025. Suite à la visite, l'exploitant a transmis le 7 mars 2025, l'attestation de vérification 2024 des extincteurs et RIA rédigée par Doumergue Incendie en mars 2025. Le document précise que ces vérifications ont été effectuées conformément aux prescriptions de la norme en vigueur et selon les règles de l'art et n'ont pas révélé de dysfonctionnement du matériel, et n'ont pas donné suite à des devis de remplacement.

L'inspection constate toutefois que les deux rapports d'intervention dans lesquels doivent être reportées la désignation des appareils, la date de mise en service des appareils et la nature du contrôle, n'ont pas été fournis par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N°7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 05/10/2015 – Articles 7.11.2 et 7.12

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des poteaux incendie

Prescription contrôlée

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après :

- un système de détection automatique d'incendie couvrant l'ensemble des activités de production et de stockage du site, avec transmission de l'alarme au personnel d'exploitation ou à défaut à une société de télésurveillance. Le type de détecteur est déterminé en fonction de la nature des installations à protéger ;
- des robinets d'incendie armés (RIA) disposés dans les entrepôts de stockage et dans les ateliers de fabrication. Ils sont situés à proximité des issues, de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, bien visibles et facilement accessibles, à raison d'un appareil pour 200 m². Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des extincteurs à CO² pour la protection des installations électriques ;
- des poteaux d'incendie normalisés NFS 61-213, d'un type incongelable, d'un débit unitaire minimum de 60 m³/h, permettant un débit simultané d'au moins 190 m³/h.

De plus les poteaux sont implantés de telle sorte que tout point de la limite de chaque entrepôt se trouve à moins de 100 m d'un appareil, les autres poteaux sont situés à moins de 200 m de l'établissement.

Le bon fonctionnement et le débit de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

Le réseau comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Le site dispose d'un seul poteau incendie interne implanté au Nord du site à proximité de l'entrée des camions, et deux poteaux incendie externes situés à moins de 100 m des installations, l'un au niveau de l'accès visiteurs du site et l'autre à proximité du site UDM.

L'exploitant fait procéder régulièrement à une mesure de débit unitaire sur le poteau incendie interne du site. Le débit mesuré s'avère être faible (50 m³/h en 2019, 59 m³/h en 2021, 64 m³/h en 2025). Des mesures périodiques de débit simultané sur les deux poteaux incendie externes sont également effectuées. Le débit simultané obtenu en juin 2022 s'est élevé à 108 m³/h sur les deux poteaux, soit un débit suffisant de 216 m³/h au regard du débit fixé à 190 m³/h, tandis que le débit mesuré en simultané sur les deux mêmes poteaux incendie en octobre 2023 était de 98 m³/h et de 84 m³/h, soit un débit total de 182 m³/h (débit inférieur à 190 m³/h).

L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection n'avoir pas fait contrôler les débits des poteaux incendie externes ni en 2024, ni lors du contrôle de mars 2025.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis le 7 mars 2025, un bon de commande pour la vérification de deux poteaux incendie externes et la mesure en simultané des débits. L'intervention était prévue le 10 mars 2025.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats des mesures dès réception. Dans le cas où le contrôle met en évidence un débit insuffisant, l'exploitant devra prévoir une solution technique équivalente pour compléter sa défense incendie.

Il est rappelé à l'exploitant que la vérification des débits unitaires et simultanés doit être réalisée chaque année afin de s'assurer que les besoins en eau définis dans l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2015 sont bien respectés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N°8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 05/10/2015 – Articles 74.2 et 74.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des rideaux d'eau

Prescription contrôlée

Les parties des murs situées au droit de l'entrepôt de stockage des produits finis sont protégées de la chaleur par un rideau d'eau fixé sur la partie supérieure du mur. Des vannes de sectionnement placées sur les canalisations d'alimentation des rideaux d'eau permettent d'individualiser le pilotage des rideaux d'eau.

Sur le mur de la façade Est de l'entrepôt est mis en place un rideau d'eau de manière à créer une sur-hauteur d'eau d'au moins 2,30 m, au-dessus du mur.

Les buses sont orientées vers le haut avec jet de la buse en forme de « queue de paon ».

Constats :

Les rideaux d'eau sont vérifiés tous les ans par la société DOUMERGUE INCENDIE.

Les deux rideaux d'eau ont été vérifiés le 27 novembre 2024. Le rapport de contrôle relatif à ces deux dispositifs de protection n'a pas non plus été présenté par l'exploitant. L'exploitant a pu justifier de leur vérification en présentant le compte rendu de vérification annuelle portant sur les éclairages de sécurité (BAES) qui mentionnait que les deux rideaux d'eau ont été vérifiés sans néanmoins conclure sur le bon fonctionnement des équipements.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis le 7 mars 2025, l'attestation de vérification des rideaux d'eau rédigée par Doumergue Incendie en mars 2025. L'attestation précise que cette vérification a été effectuée conformément aux prescriptions de la norme en vigueur et selon les règles de l'art et n'a pas révélé de dysfonctionnement du matériel, et n'a pas donné suite à des devis de remise en conformité.

L'inspection constate toutefois que le rapport d'intervention dans lesquels doivent être reportées la description des dispositifs de protection et la nature du contrôle, n'a pas été fourni par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N°9 : Plan d'urgence interne

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 05/10/2015 – Article 7.11.4

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour du PUI

Prescription contrôlée

L'exploitant établi un plan d'urgence.

Le plan d'urgence doit concerner l'ensemble du site en couvrant les risques importants posés à la sécurité et à l'environnement. Le plan doit notamment permettre la gestion du risque de perte de confinement des graisses animales lors des opérations de dépotage et de stockage en silos et le risques incendie des entrepôts et des ateliers de fabrication.

Le plan doit être conçu et mis en œuvre pour garantir qu'en cas d'incident, la situation normale sera rétablie avec un minimum de conséquence sur l'environnement.

Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du plan. En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues à ce plan.

Un exemplaire de ce plan d'intervention est disponible en permanence.

Le plan doit contenir à minima les éléments suivants :

- Les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la désignation des agents devant engager ces actions ;
- Les actions à engager pour chaque famille de scénarios d'accident ;
- Les principaux numéros d'appel ;

- Les plans de l'établissement présentant les zones à risques particuliers, les organes de coupure des alimentations en énergie et fluides, les différents réseaux et les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;

Ce plan est transmis à M. le directeur des services d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées.

Il est mis à jour régulièrement.

Constats :

Un plan d'urgence a été établi par Bureau Veritas en avril 2021 dont la dernière mise à jour date de décembre 2024.

À la lecture du document, l'exploitant devra compléter le PUI avec les plans constatés manquants listés ci-dessous et les modélisations des scénarios d'incendie étudiés dans le dossier de demande d'autorisation de juin 2013 et dans les porter à connaissance consécutifs :

- le plan des réseaux mis à jour,
- le plan sur lequel figurent les murs coupe-feu,
- le plan présentant l'emplacement des organes de coupure des alimentations en énergie et fluides (coupure de l'évacuation des eaux pluviales, coupure des réseaux d'eaux, arrêts d'urgence TGBT),
- le plan sur lequel sont reportées les zones à risque d'explosion et d'incendie,
- le plan présentant l'emplacement des moyens de détection et de lutte contre l'incendie (commandes des rideaux d'eau, commande de l'obturateur du réseau d'eaux pluviales, centraliseur de mise en sécurité incendie CMSI).

L'exploitant devra compléter le document avec les éléments cités ci-avant et le transmettre à l'inspection ainsi qu'au service d'incendie et de secours une fois finalisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N°10 : Exercice de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 05/10/2015 – Articles 711.2 et 711.4

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation d'un exercice

Prescription contrôlée

L'exploitant réalise avec la participation des services d'incendie et de secours à des exercices périodiques de lutte contre l'incendie.

L'efficacité du plan d'urgence interne est garanti par l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention et la formation du personnel intervenant.

Constats :

Un exercice d'évacuation organisé en collaboration avec l'entreprise CV Sécurité, a été effectué le 21 octobre 2024. Il a donné lieu à un plan d'actions qui précise les 9 axes d'amélioration qui sont en cours de mise en œuvre avec comme échéance juin 2025.

L'inspection demande à l'exploitant d'organiser sous un délai de trois mois, un exercice de défense incendie basé sur un scénario identifié dans le PUI, avec la participation des services d'incendie et de secours.

Il est rappelé à l'exploitant que les exercices d'évacuation ainsi que les exercices de défense

incendie doivent faire l'objet d'un compte rendu à tenir à la disposition de l'inspection. Quant aux exercices de défense incendie, ils doivent être renouvelés au moins tous les trois ans.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois